



**Kori Kondiano commence à en avoir a assez**

Page 11



Rpg Arc-en-ciel  
**N'Bany, le sauveur de l'unité de la Copam**

Page 8

**MODE**

Guinée  
Fashion fest arrive !

Page 11



# le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°531 ● LUNDI 17 OCTOBRE 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

## Ils sont tous d'accord

Les acteurs issus de la mouvance présidentielle, de l'opposition républicaine et de la société civile ont accordé leur violon et paraphé le nouvel **Accord politique interguinéen** le 12 octobre 2016. Compte rendu et arrêt sur images à lire en **Pages 6&7**



Le ministre Yéro Baldé l'assume...

**Pas d'orientation d'étudiants en Médecine cette année !**

Page 10

L'air du temps

**Pèlerinage sous inégalités économique et diplomatique**

Page 2



**Le succès d'André Loua à la Pêche**

Page 10



Le Rpg Arc-en-ciel se prépare aux élections

**Sans pitié pour qui s'égare**

Page 3



**Politique, Dadis s'en lave les mains**

Page 8



## Confidences PUBLIQUES



**Dr Binko Mamady Touré**  
**Rentrée universitaire pour étudiants ce lundi**

Les étudiants reprennent le chemin de l'école ce lundi 17 octobre. Le Dr Binko Mamady Touré secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a indiqué cela lundi 10 octobre à la faveur d'une conférence de presse tenue à Conakry. Il annonce que les bacheliers ont 10 jours pour procéder à l'expression de leurs choix. Le département va publier les résultats le samedi 22 octobre. Et si tout se passe bien, les étudiants de la première année seront convoqués dans leurs institutions respectives le mercredi 26. « *Par rapport à la sélection-orientation, les bacheliers de la session 2016 et ceux non-orientés des sessions 2014 et 2015, le portail a été ouvert depuis 00 heure et il le restera jusqu'au 19 octobre à 00 heure. L'opération se poursuivra jusqu'au 19 octobre et concerne en grande partie les bacheliers de 2016 et les non-orientés de 2014 et de 2015* », a-t-il laissé entendre. Un site est dédié à cette opération. C'est le [www.gupol.gov.gn](http://www.gupol.gov.gn). Une fois sur la plateforme auto-documentée et interactive, les bacheliers auront toutes les explications concernant leur future carrière. « *Chaque bachelier est tenu obligé de faire au moins 5 choix et 15 au plus. Moins de 5, les choix du bachelier ne seront pas validés* », avertit le secrétaire général. 36781 bacheliers sont concernés par cette orientation auxquels s'ajoutent les non-orientés de 2014 et de 2015. (Lire aussi page 10).

### Document: La fraude électorale pour les nuls

Si vous ne savez pas frauder pendant les élections, cherchez à lire sur internet un document intitulé *La fraude électorale pour les nuls*. Tout y est.

### Le temps d'un règlement se dessine

Un projet démoniaque visant à prendre le contrôle de certains marchés afin de museler des empêcheurs de tourner en rond pourrait se réaliser d'ici le début d'année. Jalousie et méchanceté vont composer le cocktail molotov de ce projet de règlement de compte à l'élite membre d'une communauté nationale.

# Pèlerinage sous inégalités économique et diplomatique

Vers la fin du mois d'août 2016 et de tous les coins du monde, les pèlerins arrivent en Arabie Saoudite. Invités de Dieu, Le Tout Puissant, tous convergent aux Lieux Saints de l'Islam. Dans une croyance commune, ils sont tous égaux et reçoivent d'égale dimension, la générosité divine. Chacun déploie toutes ses forces pour démontrer sa foi et tirer le meilleur bénéfice de ce noble voyage. La Puissance Divine a dicté au grand peuple saoudien d'aménager des infrastructures colossales et de déployer une hospitalité forte pour permettre à chaque pèlerin de solliciter, sans intermédiaire, les infinies bénédictions du Seigneur de l'univers. Le soleil lui-même a été impuissant devant l'accueil que le peuple saoudien a réservé à ces hôtes de Dieu. Là s'arrêtent toutefois. L'égalité et l'équité entre pèlerins.

Les banales inégalités du monde sont venues soudain classer les croyants.

Les sympathies de proximité géopolitique et les différences managériales des encadrements selon les pays ont aussitôt appuyé de petites distinctions que les différences de prise en charge et les comportements ont affiché partout.

C'est comme si les poids diplomatique et économique des pays d'origine auraient rejailli innocemment sur le séjour religieux des ressortissants à l'exception de la station journalière au site d'Arafat. La pénitence commune s'est doublé dès lors des conséquences téméraires des différences de niveaux de vie. Heureusement qu'un verset du Coran précise et reconforte: "Dis: Mes serviteurs qui ont fait du tort à eux-mêmes! ne désespérez pas de la Miséricorde d'Allah, Allah pardonne tous les péchés. Il est certes le Tout Absoluteur et le Tout Miséricordieux."

Ce n'est pas la faute de l'Arabie Saoudite si les mouvements tectoniques et la géographie ont créé une certaine Afrique subsaharienne en la distinguant d'une certaine Afrique du nord que la langue et deux mers ont unie aux peuples arabes. Respectant cette distinction consolidée par le Sahara et les liens de sang, les autorités saoudiennes ont aménagé à Mina des itinéraires différents vers les Jamarat pour les pèlerins des deux sous-continent. Ces itinéraires coïncident à peu près aux



**Lamarana Diallo**  
**Démographe - Consultant**  
[lmrdiallofb7@gmail.com](mailto:lmrdiallofb7@gmail.com)

frontières entre les deux groupes de religieux et ont semblé dessiner des aires de confort distinctes: par hasard et du côté arabe, se trouvent deux grandes mosquées aux minarets majestueux et le métro par lequel on peut joindre Arafat à partir de Mina et vice-versa. Par endroits on a pu constater de petites différences dans les services de base; ici et là dans cette zone arabe, on voit de confortables salons de télévision à partir desquels il est possible de suivre de nuit et en direct le mouvement d'ensemble aux différents sites du pèlerinage. Ce qui n'était naturellement pas le cas chez les guinéens. Evidemment ce n'est la faute de personne si là-bas aussi, les confort se paient et expriment clairement les souverainetés et les personnalités de base! Que dirait-on des différences de confort entre pèlerins d'Asie du sud et d'Afrique subsaharienne? La proximité de la Kaaba, le confort des hôtels et celui des cars de transport exprimaient les disparités sans remettre en cause l'égalité de tous devant Allah car les aires et exercices de la foi sont restés invariablement les mêmes dans leur splendeur et leur pureté.

Entre subsahariens, les pèlerins ont tout simplement été obligés de respecter le rang de leur pays dans le classement selon l'IDH du PNUD et leur place dans le groupe des PPTE. Entre pays du Sud du Sahara, les moyens de transport et les sites d'hébergement ont dû présenter quelques différences mineures notamment à la Cité des tentes de Mina où cela était plus facilement observable. Aux portes du "camp" tchadien, des cars aux vitres fumées, flambant neuf et aux adresses nettes rappelaient à la fois la forte

personnalité du Tchad en Afrique et la présence remarquable de sa diplomatie en Arabie Saoudite et dans le monde musulman. La grande fédération du Nigeria a laissé ses Etats gérer leurs pèlerins respectifs dans une ambiance de concurrence fraternelle pour le bien-être de ces citoyens nigériens. La belle Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Niger ont affiché leur souveraineté dans le transport aérien: leurs compagnies ont convoyé leurs pèlerins comme ce fut le cas hier, en Guinée de Sékou Touré. Leurs pèlerins sont tous rentrés en possession de leurs bagages alors que nombre de guinéens attendent encore les leurs dans la frustration. Déjà à Mina, c'est un petit car "étatique" qui apparaissait de temps en temps aux portes des tentes guinéennes pour se dissimuler loin derrière un camp voisin afin d'échapper à d'éventuelles sollicitations osées. Encore que les cars de transport des guinéens se reconnaissaient partout par

Amène, l'année prochaine, à la Mecque pour le vérifier.

Il y a eu d'autres surprises aux Lieux Saints de l'Islam. La Guinée telle que "reprise là où Sékou Touré l'a laissée" est inconnue chez la plupart des pèlerins venus à la Mecque en 2016 même en tant que pays replacé dans la sous-région ouest africaine. La Guinée-Conakry! vous connaissez? NON! répond-on sous un regard interrogateur. On dirait que les générations qui ont connu Ahmed Sékou Touré dans les autres pays musulmans étaient peu représentés dans cette population cosmopolite de pèlerins. On ne peut donc orienter, comme jadis, un interlocuteur hésitant en parlant de "Guinée-Sékou Touré". Cette Guinée vantarde est - elle si inconnue dans le monde? Pour le vérifier tournez - vous vers les ressortissants des anciens pays amis: Saoudiens, Algériens, Égyptiens, Nigériens, Indonésiens, Russes qui ont été des voisins assidus lors des prières à la Kaaba.



**La belle Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Niger ont affiché leur souveraineté dans le transport aérien: leurs compagnies ont convoyé leurs pèlerins comme ce fut le cas hier, en Guinée de Sékou Touré.**

leur vieille allure et leur confort approximatif. Des rumeurs jalouses n'ont pas hésité "d'accuser le Président Ouattara d'avoir creusé les fossés entre ouest-africains en prenant en charge l'hébergement et l'achat de deux valises pour chaque pèlerin ivoirien". D'autres rumeurs ont attribué au Président Condé "une générosité très proche" mais pas aussi équitable. Rumeurs ou réalités? Que Dieu nous

Pourtant le Président Alpha Condé venait juste de quitter l'Indonésie de Sukarno. Prononcez très bien: GUINEE-CONAKRY! on vous répond: Kenya, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale ... On dirait que la Guinée "capitaliste" a enseveli la "Guinée révolutionnaire" pour se perdre dans le monde libéral qu'elle peine à intégrer. Dans la fiche de prise

**Suite à la page 3**

**le populaire**

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

### EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye  
+224 655 404 294 / 622 971 896  
[lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:lepopulaireconakry@gmail.com)

### CONSEILLER

Alain Rivière

### E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo  
[tidiani83@gmail.com](mailto:tidiani83@gmail.com)

### PUBLICITÉ

[sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com)

### REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura  
+224 664 294 851  
[bangouramady@gmail.com](mailto:bangouramady@gmail.com)

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo  
+224 666 195 620  
[secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com)

### SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo  
+224 664 888 237  
[secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com)

### CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo  
[lmrdiallofb7@gmail.com](mailto:lmrdiallofb7@gmail.com)

Marie Paule Huet

[mariepaulehuet@gmail.com](mailto:mariepaulehuet@gmail.com)

Philan Traoré

[bmphilantraore@gmail.com](mailto:bmphilantraore@gmail.com)

### IMPRESSION

Imprimerie du Centre  
+224 664 290 063  
[imprimerieducentre@gmail.com](mailto:imprimerieducentre@gmail.com)



## Suite de la page 2

en charge sanitaire des pèlerins, le Ministère saoudien de la Santé a oublié de mentionner "la Guinée", dont des ingénieurs ont planté les acacias qui donnent actuellement de l'ombre à Arafat.

Les patients guinéens ont dû se résigner à devenir des "ghanéens de circonstance" et même des kenyans par résonnement phonétique. La période d'Ebola a-t-elle joué dans cette erreur guinéo-saoudienne? Le personnel diplomatique et consulaire en poste dans le monde a du travail pour que la Guinée ne disparaisse pas des annuaires, nomenclatures géographiques et autres listes du monde. Le Ministère du Plan et de la Santé doivent l'appuyer d'urgence en fournissant les informations utiles à toutes les missions diplomatiques du pays.

Ce n'est pas moins surprenant qu'un certain groupe de pèlerins guinéens ait vite fait de renouer avec les habitudes et comportements dans leur capitale, Conakry. Ces pèlerins ont recréé partout un environnement de déchets incontrôlés, de désordre inexplicable et de flaques d'eau sauvages; de quoi délier la laborieuse main d'œuvre de nettoyage saoudienne qui s'est, elle aussi, vite résignée à adopter une attitude d'étonnement et d'impuissance.

L'autre étonnement fut relatif à ces favoritismes émergents qui se sont mués en amateurisme gestionnaire pour s'éteindre aussitôt devant la puissance générosité saoudienne.

Le changement est ainsi et tout d'abord celui des comportements. Le gouverneur de Conakry doit être le premier à le comprendre et un peu plus haut, on devrait l'accepter!

On ne sait pourquoi de petits mensonges insistants ont circulé à Mina menaçant "d'emprisonnement par les saoudiens", tout guinéen qui irait, seul, lancer les cailloux aux Jamarat. Comme quoi, même aux Lieux Saints de l'Islam, peuvent ressurgir de petits esprits geôliers datant de la guerre froide et du complot permanent. Ces mensonges contrastait avec le merveilleux accueil que Le Tout Puissant a dicté au grand peuple croyant de la péninsule arabique.

La gentillesse et la souplesse des forces de l'ordre saoudiennes ainsi que leur gestion agréable des groupes et des foules devraient inspirer les forces de sécurité de la Guinée indépendante. Pas une arme, pas un coup de poing, pas une bousculade, rien que de la bonne parole, de bons gestes, la bonne orientation et des barrages faits de garde-fous en plastique.

Gendarmes et policiers guinéens, allez voir comment on gère une foule ! Certes les contextes sont différents mais il n'est pas impossible de s'inspirer de cette élégante stratégie saoudienne d'organisation des rassemblements de masse. Tout comme les services de santé guinéens ont beaucoup à apprendre de la manière dont ceux d'Arabie Saoudite appliquent les droits et responsabilités de leurs clients.

L'intelligentsia guinéenne dans son ensemble doit beaucoup apprendre et dans tous les domaines y compris dans la gestion moderne et responsable d'un pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam en ce début du XXIème siècle.

Par Lamarana Diallo  
lmdiallofb7@gmail.com

## Invité à Sékhoutoureyah Yaourt snobe Alpha Condé

Contrairement à certains hommes politiques qui se sacrifient pour décrocher une invitation du chef de l'Etat, le président du Parti du travail et de la solidarité (PTS) Mamady Diawara alias Yaourt n'a l'air de le vouloir du tout.

Suite à une médiation de la Coordination mandingue et des sages de Siguiiri, Mamady Diawara était invité jeudi 13 octobre au Palais présidentiel Sékhoutoureyah pour aplanir ses divergences avec le chef de l'Etat.

Contre toute attente, l'invité tant attendu n'a pas honoré son rendez-vous. Et pour cause? Mamady Diawara explique qu'il ne s'est pas rendu au palais à cause d'une douleur corporelle qu'il aurait ressentie le jour de la rencontre au petit matin et qui



Mamady Diawara plus connu sous le surnom de Yaourt.

a nécessité l'intervention de son médecin. Faut-il vraiment croire à cela? Des sources bien informées affirment que cette version ne

tient pas debout. Et que ce refus du président du PTS de se rendre à Sékhoutoureyah serait dû au fait qu'Alpha Condé ait reçu le député de Siguiiri Sékou Savané et la délégation de la Coordination mandingue à 13 au lieu de 15H initialement prévue. A l'issue de quelle rencontre, il aurait été planifié de mettre Diawara devant le fait accompli et faire croire à l'opinion qu'il est venu présenter ses excuses au président de la République.

Aussitôt informé de ce «complot», M. Diawara qui s'attendait à un tête-à-tête pour aplanir ses divergences avec le chef de l'Etat a fait courir le bruit de sa maladie pour ne pas se rendre à Sékhoutoureyah.

Par Abdoul Malick Diallo

## Le Rpg Arc-en-ciel se prépare aux élections Sans pitié pour qui s'égare

Le ministre conseiller chargé de mission à la Présidence de la République Sanoussy Bantama Sow a mis en garde samedi 8 octobre 2016 tout membre du parti au pouvoir qui se hasarderait à se présenter aux élections communales sur la base d'une liste indépendante.

Dans un discours ferme prononcé en langue soussou, l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, puis des Guinéens de l'extérieur, a indiqué que quelconque militant du Rpg Arc-en-ciel qui pense présenter une candidature indépendante, se trompe.

« Il n'y a pas quelqu'un qui peut avoir de l'argent pour développer une commune. Il faut l'aide du gouvernement. Celui qui sait qu'il est du Rpg et qu'il peut faire quelque chose, nous lui disons de faire tout pour être sur notre liste pour que la structure le



Bantama Sow.

prenne », a invité Bantama Sow, qui dit que si par hasard un militant du RPG se démarque pour se présenter comme candidat indépendant, le parti va le considérer comme un adversaire pur et dur et va le traiter comme tel. « Nous allons le combattre comme on combat les autres partis », prévient Bantama Sow.

Cette sortie freinerait-elle l'ancienne ministre des Sports, Domani Doré, dans sa conquête de Matoto, la plus grande commune du pays sous la bannière d'une candidature indépendante ? L'avenir nous l'édifiera. Mais toujours est-il que Sow a averti. Pitié zéro pour les prétentieux qui veulent se désolidariser de la famille Rpg.

Par Aissatou Diallo

## La Société civile croque l'accord politique Dans un jeu de trouble-fête

Apparemment, la Société civile guinéenne est décidée de faire une campagne de dénigrement de l'accord politique du 12 octobre 2016.

En conférence de presse jeudi 13 octobre, des organismes de la Société civile réunis au sein du forum social ont porté leur analyse sur le projet d'accord. Le président de l'ONG Balai citoyen Sékou Koundouno le qualifie de «deal politique» entre Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo pour piétiner la Constitution et le Code électoral. «Nous nous insurgeons contre cette pratique. Et nous pensons que le peuple puisse prendre son destin en main et ne plus faire confiance aux politiques».

Dans cet accord, Koundouno voit des velléités anticonstitutionnelles des certains politiciens pour éventuellement



Kaba et Koundouno.

chercher «à mettre notre Constitution en cause pour qu'ils puissent mettre en place leur politique».

De l'avis du juriste Mamady 3 Kaba, même si le dialogue a regroupé des députés, ceux-ci ont agi non pas en tant que représentants du peuple, mais en tant que délégués des partis politiques. «Notre combat commun c'est de préserver notre Constitution et les textes

qui nous régissent et qui nous gouvernent et qu'on ne laisse pas les gens faire de la Guinée de ce qu'ils veulent».

Le président du Balai citoyen condamne la singularisation de l'indemnisation des victimes. «Il y a eu les victimes de 1960, de 1984, de 1990, de 2000 et celles du 28 septembre 2009. Qu'est ce qu'on en fait de ces victimes qui ont perdu leurs voitures, leurs maisons? Que les partis politiques prennent leur responsabilité afin d'arrêter de créer de l'injustice et de l'anarchie dans ce pays pour que chacun puisse jouir de tous ses droits».

Cette réaction de la Société civile a surpris plus d'un alors qu'elle a participé au dialogue et apposé sa signature sur l'accord politique du 12 octobre. (Lire aussi pages 6 & 7).

Par Abdoul Malick Diallo

## Ils ont dit



Mamady Youla, Premier ministre, à propos de l'Accord politique interguinéen: «(...) Je demande d'accompagner le gouvernement pour le respect de ces engagements en vue d'une meilleure application de l'accord du dialogue politique interguinéen conformément aux chronogrammes définis et en rapport avec les modalités déterminées. Ensemble nous devons relever le défi du manque de suivi de l'exécution des précédents accords politiques.»



Baidy Aribot, secrétaire exécutif de l'Ufr, le parti de Sydia Touré: «L'Ufr n'est pas concernée par ce dialogue. Le dialogue était entre les deux partis: l'Ufdg et le Rpg.»



Cellou Dalein Diallo, sur le dialogue politique: « Un comité paritaire comprenant l'opposition et la mouvance va se retrouver pour rédiger les termes de référence pour le recrutement d'un cabinet international, qui va faire l'audit du fichier et formuler des recommandations, dont la mise en œuvre permettrait d'avoir un vrai fichier biométrique qui reflète réellement l'état du corps électoral. La CENI va faire en sorte que dans un même quartier, il y ait des bureaux de vote, y compris une liste indépendante. Chaque liste aura un score et le bureau du quartier sera composé à la proportionnelle comme on a fait pour les délégations spéciales récentes. Le parti qui arrive en tête désignera le chef de quartier. Aujourd'hui beaucoup de militants s'interrogent si Cellou ne s'est pas fait rouler dans la farine par l'éminent professeur. Je vous dis tout de suite, le dialogue se déroule dans de bonnes conditions et des progrès importants ont été accomplis. Vous vous souvenez que lorsqu'on a été invité au dialogue, l'opposition républicaine a dit NON, qu'on ne peut pas aller au dialogue sans qu'auparavant le président de la République ne s'engage à appliquer et à faire appliquer les décisions du dialogue à commencer par celles des dialogues antérieurs. A l'issue des discussions, il a été convenu qu'on va organiser les deux élections, mais en une seule élection. Votre capacité de designer en ce moment vos chefs de quartiers, c'est si nous arrivons premier dans le secteur et dans le quartier. Mais ce n'est pas une autre autorité qui va décider, ce sont les électeurs, les habitants du quartier, qui vont décider qui sera le chef de quartier. Donc, il faut qu'on se batte. Il faut qu'on fasse la sensibilisation pour que nous arrivions en tête pour l'élection communale dans le quartier, parce que c'est cette élection qui va servir de base pour la composition des bureaux de quartier.»



## Vite dit...

Sous la médiation  
d'Alpha Condé, les  
Bissau-guinéens  
s'entendent à Conakry

Le consensus. Ce précieux sésame a aidé les Bissau-guinéens à se serrer la main et applanir leurs divergences à Conakry.

Ce 14 octobre 2016, représentants des acteurs politiques et institutionnels accompagnés des pays amis notamment l'Angola, le Sénégal et la Sierra Leone, ainsi que les partenaires au développement comme les Nations-Unies, l'Union africaine, la CEDEAO, le CPLP et l'Union européenne ont signé un accord portant mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO signée le 10 septembre 2016, à Bissau.

La médiation du président Alpha Condé a donc été un franc succès dans le règlement de la crise qui mine ce pays voisin.

L'Accord de 10 points prévoit notamment une «procédure consensuelle du choix d'un Premier ministre ayant la confiance du président de la République» devant rester en place «jusqu'aux élections législatives de 2018». L'espoir est permis. ■

## Vers les élections locales

## Le Rpg Arc-en-ciel invite ses militants à se tenir prêts



Alpha Ibrahima Keira (micro en main) et ses camarades préparent le Rpg Arc-en-ciel à engranger de bons scores aux élections locales.

Les élections communales et locales se tiendront en février 2017. Ceci est un accord auquel la mouvance présidentielle et l'opposition sont parvenues lors du 5e round du dialogue inter-

guinéen tenu à Conakry, sous la conduite du général Bouréma Condé, président du cadre du dialogue.

En dépit de son report, le parti au pouvoir est plus que jamais engagé à rafler la mise au

cours de ces importantes échéances électorales.

Par la voix d'Alpha Ibrahima Keira, ancien ministre conseiller diplomatique du président Alpha Condé, le RPG Arc-en-ciel en a appelé à une forte

mobilisation en vue de gagner ces consultations en vue.

« Il faut dire à chaque responsable du RPG Arc-en-ciel que ce n'est pas parce qu'on a repoussé les élections que nous allons baisser les bras. Au RPG Arc-en-ciel, nous devons être prêts comme si c'était demain les élections », a conseillé M. Keira.

« Nous ne devons pas nous laisser distraire. Nous n'allons pas dire comme un consensus a été trouvé pour décaler les élections, nous allons dormir sur nos lauriers et attendre que l'institution chargée des élections fixe la date », a-t-il ajouté tout en enchaînant qu'il est nécessaire que les uns et autres cultivent la paix pour le bien-être du parti.

« Combattons les mésententes. Cultivons l'amour et la tolérance. Rassemblons-nous afin que nous remportions une victoire écrasante aux élections locales ! », a plaidé M. Keira devant une foule nombreuse de militants au siège du parti le samedi 8 octobre 2016.

Par Aissatou Diallo



## ELECTRICITE DE GUINEE

Direction Générale  
Cellule Communication

## COMMUNIQUE

La Direction Générale de EDG informe son aimable clientèle de Dixinn, du démarrage des travaux d'installation des compteurs NAFA pour l'électricité prépayée à compter du lundi 12 septembre 2016 dans la commune de Dixinn.

En effet, après l'arrivée de Kaléta, l'implication des partenaires dans la gestion de l'Entreprise a amélioré de façon significative la desserte de l'électricité.

Pour pérenniser cette amélioration et la rendre effective, le Gouvernement s'est engagé avec l'appui des Bailleurs de fonds dans un programme de réhabilitation et d'extension du réseau ainsi que la pose systématique des compteurs chez tous les utilisateurs du courant électrique.

La Direction Générale s'excuse pour les multiples désagréments possibles et assure qu'elle ne ménagera aucun effort pour limiter autant que possible les incompréhensions.

La Direction Générale de EDG vous remercie d'avance et sait compter sur votre compréhension habituelle.

Conakry, le 1<sup>er</sup> Septembre 2016

La Cellule Communication



## Boubacar Siddighy Diallo déplore que le pays soit pris en otage par son élite politique

Mouvance et opposition ont convenu que les chefs de quartiers soient désignés au prorata des élections communales prévues pour février 2017. Une décision perçue par maints observateurs comme le prolongement des grands partis sur l'ensemble du territoire national, au désavantage de ceux qui n'ont pas une forte assise politique.

Depuis la Belgique où il séjourne actuellement, **Boubacar Siddighy Diallo** s'en est fait écho. Pour le président de l'Union pour le mouvement populaire (UMP), le pays est aujourd'hui pris en otage par l'élite politique de ces grands partis. « Et c'est ce contre quoi nous devons nous insurger. Il faut que les



B. Siddighy Diallo, président de l'UMP.

*Guinéens comprennent qu'au-delà de leurs sentiments personnels, il y a le devoir de servir le pays. Et pour cela, on n'a pas besoin d'aimer quelqu'un ou de détester un autre ; il est question de dire ce qui peut faire avancer les choses »,* sermonne Diallo, tout en se rappelant du prix payé par

les populations mortes pour défendre leurs droits, pour rétablir les lois, pour notre équilibre et pour que la Guinée soit un pays de droit. L'opposant assimile toute personne ou toute institution qui travaille pour remettre en cause ces acquis, à un criminel potentiel. Qu'il soit de l'opposition ou de la mouvance.

*« Lorsque tout le monde convient de violer une loi, voilà une association de criminels. Parce que les gens sont morts pour que ces lois soient établies. Et si vous voulez bafouer celles-ci, les ramener dans une situation de statu quo hanté, ça veut dire que vous ramenez tout le pays dans une situation de non-droit. Et c'est criminel. Voilà notre opinion ! »,* coupe court M. Diallo. ■

## L'avocat de Nafissatou Diallo est mort

Kenneth Thompson (sur la photo), l'avocat qui avait défendu dans l'affaire DSK la femme de chambre Nafissatou Diallo, est mort dimanche 9 octobre à New York d'un cancer, a annoncé l'AFP.

A 50 ans, il avait annoncé mardi qu'il quittait son poste de procureur de Brooklyn pour combattre sa maladie.

Il était devenu procureur en 2014 après s'être fait élire à une écrasante majorité de 72%, premier homme noir à parvenir à ce poste.

Il avait lancé sa campagne pour devenir procureur peu après être parvenu à un accord financier en décembre 2012 en faveur de Nafissatou Diallo,



Thompson et Diallo.

dans la plainte au civil déposée contre Dominique Strauss-Kahn à New York. Cet accord aux termes confidentiels avait mis fin aux poursuites engagées au civil contre l'ancien patron du FMI, accusé d'agression sexuelle le 14 mai 2011 dans sa suite du Sofitel par Nafissatou Diallo. Les poursuites au pénal avaient été abandonnées dès août 2011, en raison de mensonges de la femme de chambre guinéenne sur des épisodes de sa vie passée. ■

## Mamadou Thug au Parlement du rire d'Abidjan

Le Parlement du rire d'Abidjan s'est ouvert jeudi 13 octobre et se poursuit jusqu'au samedi 22 octobre 2016. La Guinée y est représentée par le célèbre comédien Mamadou Lamine Diallo, dit **Mamadou Thug**.

Peu avant son départ le mercredi 12, Mamadou Thug a été reçu par le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique, **Siaka Barry** qui lui a remis le tricolore national à l'effet de le porter au-devant de cette prestigieuse scène du rire.

« A travers cette participation, l'honorable Mamadou Thug intègre de la façon la plus élogieuse le Parlement du rire », a évalué M. Barry.

Fier de recevoir le drapeau des mains de son ministre, il a exprimé toute sa satisfaction à prendre part, au nom de la Guinée, à une rencontre d'une telle envergure à Abidjan, avant d'étaler son penchant pour ce rendez-vous.

« Je suis très heureux d'être ce petit guinéen qui va représenter notre pays au Parlement du rire, grandement et gaillardement. Et je pars avec une conviction pour que demain, au-delà des parlementaires, que je sois au bureau du Parlement. Et qu'il y ait d'autres Guinéens aussi qui y viennent », a formulé l'humoriste Mamadou Thug.



Mamadou Thug reçoit le drapeau des mains du ministre Siaka Barry. Le Parlement du rire est cette tribune qui accueille les meilleurs humoristes du continent, siégeant au titre de députés, avec un perchoir occupé par le célèbre Mamane de RFI.

En séjour de travail l'autre semaine à Conakry, la star ivoirienne du cinéma a dit toutes ses attentes du représentant guinéen à ce rendez-vous. « Je suis le premier vice-président du Parlement du rire. Et c'est une Assemblée comme toute autre. Nous sommes là. On statue sur des lois. On essaie de voir des projets de lois. Mais

si lui, (Mamadou Thug, ndlr), il vient en tant de député de sa région, avec un projet de lois adéquat, il n'y a pas de raison que son projet ne passe. On l'attend de pieds fermes à Abidjan. Il va passer au Parlement du rire, exposer son projet de lois. Et puis, on va essayer ensemble, le président et les trois vice-présidents, le public et les autres parlementaires

vont apprécier d'un commun accord », a confié **Adma Dahico** star ivoirienne de l'humour à sa descente d'avion.

Une aubaine pour le concepteur de « ça, c'est moi ça » de briller de mille feux à Abidjan pour défendre le Rouge-jaune-vert de sa Guinée natale qu'il chérit tant.

Médecin de formation, Mamadou Thug s'est tenu loin

des hôpitaux, mais apporte autant qu'il peut son soin au public guinéen dont il ne cesse de guérir le mal avec l'humour. Il se fait également dans l'organisation de spectacles de la musique urbaine et populaire.

Par Mady Bangoura

## TRAVAUX PUBLICS: Ce que femme veut, Dieu le veut vraiment ?

Les routes de la capitale guinéenne sont dans un état aussi indésirable qu'insultant pour le régime dit de changement dirigé par l'ancien opposant historique.

Rien qu'à voir l'état de dégradation avancée des transversales de l'avenue de la République et du boulevard du Commerce, l'on reste bouche bée sur les milles et une promesses.

La ministre en charge des Travaux publics, anciennement secrétaire général du même département surprend tout le beau monde qui voyait en sa promotion l'expression d'une volonté politique de marquer le passage d'une femme à la tête de ce ministère par des actes bénéfiques et mémorables.

Qui a dit ce que femme veut, Dieu le veut ? ■

## Hadja Raby à l'abri d'une crise interne au CES...

L'une des rares institutions qui fonctionnent sans frondeurs et sans crise interne, c'est bel et bien le Conseil économique et social (CES) présidé par la syndicaliste **Hadja Rabiatou Sérah Diallo**. Tout va pour le meilleur des mondes. En tous cas pour le moment, Hadja Raby peut continuer à remercier le ciel de la garder à l'abri des frondeurs et des gens méchants et jaloux de cette faveur particulière. ■



Hadja Rabiatou Sérah Diallo, présidente du CES.



Alpha Ibrahima Keira, ancien ministre sous le régime du Général Conté.

## Alpha Ibrahima Keira fait le silence sur le 3e mandat

Don Otis ne dit plus rien sur le projet de révision constitutionnelle devant ouvrir la voie à la non-limitation des mandats électifs qui était pourtant devenu son cheval de bataille politique. Comme une souris fuyant les cantiques des mandeurs de charité à la mosquée, le chef Keira s'est tu à la manière d'une carpe alors qu'il aurait contribué à montrer aux citoyens les avantages et formes juridiques et légaux d'une révision constitutionnelle devant aider le pays à tourner définitivement la page de la transition chaotique et dévoreuse de la légitimité de notre lois fondamentale. ■







Le Premier ministre Mamady Youla (ici en photo de famille avec les représentants de la mouvance, de l'opposition, de société civile et des partenaires de la Guinée) se réjouit du fait que la classe politique guinéenne ait fait «preuve de maturité» et «de patriotisme» en paraphant cet accord historique.

Chaque partie trouve son compte dans l'accord politique signé le 12 octobre 2016

# Ils sont tous d'accord

Les acteurs issus de la mouvance présidentielle, de l'opposition républicaine et de la société civile ont accordé leur violon et paraphé le nouvel Accord politique interguinéen le 12 octobre 2016.

Compte rendu et arrêt sur images.

Le dialogue politique interguinéen s'achève enfin après 11 intermittentes journées d'intenses négociations sur les quatre points qui étaient inscrits à l'ordre du jour.

Les acteurs politiques ont démenti tous les pronostics et ont bruyamment trouvé un consensus autour des questions de l'heure.

La signature de l'accord politique a été faite mercredi 12 octobre dans la salle de réunion du Premier ministre devant un parterre des représentants des institutions nationales, internationales et diplomatiques.

Du 22 septembre au 9 octobre 2016, les acteurs politiques se sont penchés sur les modalités d'application de l'accord du 20 août 2015.

Par rapport au fichier, les acteurs politiques ont admis la possibilité dans son état actuel de son utilisation pour l'organisation des élections communales. Par contre, pour ce qui est des élections nationales à venir - les législatives et la présidentielle - les parties ont convenue du recrutement d'un cabinet d'audit du fichier électoral dont les conclusions devront être disponibles au plus tard le 31 mai 2017. Un comité technique paritaire sera mis en place pour l'élaboration du cahier des charges au plus tard le 30 novembre 2016. En cas de besoin, ce comité pourrait se faire assister d'une expertise étrangère. Le rapport final de l'audit sera également adressé au Comité de suivi de l'application des accords politiques.

## Elections communales

Au regard de la complexité et des difficultés liées à l'organisation des

élections communales et des districts et quartiers, les négociateurs sont tombés d'accord pour que les chefs locaux soient composés au prorata du score obtenu par chaque liste aux élections communales.

A l'effet de reporter les communales jusqu'en février 2017, les acteurs politiques invitent l'Assemblée nationale à procéder à la révision du Code électoral lors de la session budgétaire en cours. Les parties prenantes au dialogue recommandent que la CENI poursuive ses activités d'actualisation de la cartographie ainsi que tous les autres travaux indispensables pour le bon déroulement du processus électoral. En outre, un accord a été trouvé pour la révision de la **Loi 016 portant composition, organisation et fonctionnement de la CENI**.

La proposition de lois introduite par l'opposition lors de la session des lois passée servira de base de discussion en vue de l'adoption d'une loi sur la reconstitution de la CENI.

La mouvance et l'opposition se sont réjouies malgré le retard enregistré, de la mise en place dans leurs totalités, de toutes les délégations spéciales comme le prévoyait l'accord du 20 août 2015.

## Neutralité de l'administration

A propos de la neutralité de l'Administration territoriale, il a été constaté des manquements liés au non respect du principe constitutionnel de la neutralité de l'Administration. Le gouvernement a promis de s'impliquer désormais activement pour que cette disposition soit respectée et de distribuer le **Code de bonne conduite de l'administration**



Photo de famille. Le nouvel ambassadeur de France, SE Jean Marc Grosgrin, le chef de la délégation de l'Union européenne SE Gerardus Gielen, le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation président du Cadre du dialogue, le général Bouréma Condé, la Représentante-résidente du Système des Nations Unies en Guinée Mme Séraphine Wakana et l'ambassadeur des Etats-Unis en Guinée SE M. Dennis Hankins.

aux administrateurs, mais aussi aux populations.

Le gouvernement s'est aussi engagé à assurer l'accès équitable des partis politiques aux médias et à la place publique.

Il a été convenu entre les acteurs de la diligente des enquêtes pour identifier les auteurs et les commanditaires des assassinats des militants de l'opposition lors des manifestations politiques en 2013. Une procédure sera ouverte auprès du tribunal de Dixinn et le comité de suivi sera régulièrement informé de l'évolution des procédures engagées.

## Haute Cour de justice

Dans la perspective de la mise en place des institutions républicaines, les parties au dialogue recommandent la mise en place de la Haute Cour de justice.

Concernant la libération des détenus politiques, la mouvance présidentielle et l'opposition invitent le gouvernement à libérer les détenus arrêtés lors des manifestations politiques. Cependant, les mesures de libération ne concernent pas les personnes condamnées pour des crimes de sang.

Quant à l'**indemnisation des victimes de pillages**, en application des accords du 20 août 2015 relatif à l'engagement du gouvernement d'indemniser les victimes de pillage, les négociateurs s'accordent sur la création de deux fonds d'indemnisation des manifestations politiques de 2013. C'est-à-dire un **fonds pour les victimes de pillage** et un autre

**pour les ayant-droits** des personnes décédées et les handicapées. Ces fonds seront placés sous la tutelle du ministère de l'administration du territoire et alimentés par l'Etat et les partenaires techniques et financiers. Les négociateurs ont recommandé qu'une prévision soit faite dans la **loi de finances 2017** pour que le règlement graduel puisse débuter à partir du 30 juin 2017.

## A propos des manifs non déclarées

Depuis la signature de l'accord politique du 20 août 2015, les acteurs politiques se sont réjouis que la procédure d'organisation des manifestations ait été respectée.

Pour ce qui est du fameux **Comité de suivi** devant garder l'oeil sur la mise en œuvre du présent accord, le comité de suivi présidé par le ministre de l'Administration du territoire est composé de trois représentants de la majorité présidentielle, 3 de l'opposition, 1 de l'Administration du territoire et 1 de la Justice. La Société civile et les institutions internationales et représentations diplomatiques y participeront en tant qu'observateurs.

L'accord du 12 octobre entre en vigueur dès sa signature et prend fin après les élections législatives en 2018.

Seul le le Cadre permanent du dialogue qui est constitutionnel, demeure sans changement.

Par Abdoul Malick Diallo  
Photoreportage: M.S. Barry





**Jean Marc Groscurin**, Ambassadeur de France en Guinée et Sierra-Leone.



**Séraphine Wakana** Représente-résidente du Système des Nations Unies en Guinée.



**Dr Alpha Abdoulaye Diallo**, Vice-président du CNOSC-Guinée.



**Lansana Komara** député de la mouvance présidentielle.



**Gerardus Gielen**, Chef de la délégation de l'Union européenne.



**Aboubacar Sylla** Porte-parole de l'opposition républicaine.



**Cellou Baldé** Député de l'Ufdg, membre de l'opposition républicaine.



**SE M. Dennis Hankins**, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.



**Général Bouréma Condé** président du Cadre du dialogue.

## APPLICATION DE L'ACCORD POLITIQUE C'est à Alpha Condé de rassurer

**E**n signant cet accord politique le 12 octobre 2016, les acteurs

politiques guinéens ont démontré encore une fois leur capacité de dépasser leurs intérêts politiques au profit de la quiétude sociale.

Mais, il revient désormais au chef de l'Etat qui en est l'instigateur, de prouver à la face du monde son attachement à la paix dans son pays à travers le respect de l'intégralité des recommandations.

Le président Alpha Condé est à part entière, l'ouvrier ayant permis l'ouverture du dialogue politique.

Il revient à lui également d'œuvrer pour l'application correcte de l'ensemble des recommandations de l'accord.

Le chef de l'Etat va-t-il surprendre positivement les guinéens?

Certains observateurs sceptiques redoutent un revirement spectaculaire. Selon eux, ce 6e dialogue n'est pas différent des 5 précédents qui ont tous souffert de la non-application et qui ont fini par déchanter.

A la différence des autres négociations, celle-ci a été marquée par quelques signes qui augurent une réelle volonté d'aplanir les divergences politiques entre la mouvance présidentielle et l'opposition.

C'est la réception par le président de la République du chef de file de l'opposition à Sékhoutoureyah.

A l'issue de laquelle des engagements ont été pris pour relancer le dialogue politique.

Cette rencontre a été suivie en moins d'une semaine après, par la visite d'Alpha Condé à Cellou Dalein Diallo pour lui présenter ses condoléances suite au décès de son frère.

Autre aspect positif de ce 6e cadre de concertation, c'est l'atmosphère détendue qui a prévalu pendant les 11 journées de négociation.

Par le passé, les retraits de l'opposition étaient fréquents et ils arrivaient que les deux camps s'accusent mutuellement de bloquer l'évolution des débats. Chose qu'on n'a pas connu cette fois-ci. Maintenant que l'accord est signé, il revient à Alpha Condé de sauver sa gouvernance en appliquant à la lettre les recommandations de l'accord du 12 octobre au risque de provoquer une nouvelle crispation politique.

Par **Abdoul Malick Diallo**



## Politique, Dadis s'en lave les mains

Mieux vaut tard que jamais. Le capitaine-patriote Dadis Camara a finalement compris que son sort (comme celui de son ancien homme de confiance le général Sékouba Konaté récemment largué au pays de Sassou Nguesso) est définitivement scellé et qu'il peut continuer à se mouvoir autant que burkinabé d'adoption au grand bonheur des nostalgiques de Thomas Sankara.

«Je ne suis plus le président de la FPDD et je me retire de toutes les activités politiques en ce qui concerne les communales et les législatives». S'il ne change pas d'avis et qu'il reste loin de l'arène, ce choix tardif de mettre fin à toutes prétentions politiques et de rester un simple citoyen en exil est la réalisation de la promesse du Ciel que l'on attendait depuis ses tentatives infructueuses de rejoindre le bercail (Cf. Le Populaire n°474 du lundi 31 août 2015, page 4). Il serait judicieux que Dadis se console de son statut d'ancien chef du Conseil national pour la démocratie et le développe-

ment (CNDD) qui s'est emparé du pouvoir en décembre 2008 au matin de l'annonce du décès du général Lansana Conté. Quand il a été blessé au flanc droit de la tête par une balle de son aide de camp le lieutenant Aboubacar Toumba Diakité le 4 décembre 2009, Dadis Camara a été évacué pour des soins au Maroc. Ayant réussi à rétablir gracieusement sa santé, les autorités de Rabat le débarquent à Ouaga. Les décideurs de la communauté internationale l'y encagent. Ils confient la direction du pays à Konaté. Des élections organisées, Alpha Condé que Dadis qualifiait de «leader rusé et méchant» est installé à la présidence. C'était fini pour le régime Dadis. ■



Konaté et Dadis en 2009.

## N'Bany sauve la Copam

Tout est rentré dans l'ordre. La médiation de N'Bany Sangaré le secrétaire général de la Jeunesse du Rpg Arc-en-ciel met fin à la crise interne qui minait la Copam. En effet, le PRP présidé par Rafiou Sow dénonçait des profit-situationnistes agrippés à la direction de la Coordination de partis alliés de la mouvance présidentielle et indexait des preneurs d'otage du coordinateur Elhadj Bouna Keita. Ils ne les citaient pas nommément, mais le Prp et son leader montraient du doigt et disaient tout haut ce que bon nombre de ses alliés murmuraient sous la barbe. Un malaise général s'était emparé de la Copam et la détournait de sa mission politique. Le bon samaritain a réussi à sauver l'unité de cette structure. Pas parce



Bany Sangaré, Rpg Arc-en-ciel.

qu'il est considéré à tort ou à raison comme le parrain politique du jeune Sow, mais à cause du fait qu'il a su faire une bonne lecture et cerner la situation créée par l'essaim de courtisans habitués à trouver leur pitence quotidienne le jour en traînant leurs bienfaiteurs dans la boue la nuit. ■

## REMERCIEMENTS



Les familles Camara, Condé, Kourouma, Keita, Béavogui, Koïvogui, Zoumanigui, Onivogui, Guilavogui, Leno, Haba, parents, amis et alliés remercient tous ceux qui, de près ou de loin, ont compati à leur douleur lors du rappel à Dieu de leur regretté fils, époux, père, beau-père, frère, cousin et ami Elhadj Ibrahim Camara dit Camus né le 20 mars 1939 à Massadou, décédé le 28 septembre 2016 au CHU Donka des suites de maladie. Que la terre lui soit légère ! Amen.

## Sagesse

1 Si l'Eternel te choisit une bonne épouse, profite-en. Si ce n'est pas le cas, suis ta route.  
Peul (Bénin)

2 Ne compte sur personne; même pas sur tes géniteurs, car tout est sur ta route.  
Peul (Bénin)

3 Sois positif avec toutes les personnes que tu rencontres, mais faut apprendre à rester toi même le seul et vrai gardien de ta voie.  
Peul (Bénin)



# FORMATION



## INSTITUT DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

### « L'ECOLE DES ENTREPRENEURS »

AUTORISATION N°144/METFP-ET/DNETPP/144 - AGREMENT N° 35 81 /METFP-ET/CAB/DNETPP/15



**PARTENAIRE DE L'ETAT & ET DES ENTREPRISES**

### FILIERES

- \*MARKETING
- \*BANQUE - ASSURANCE
- \*TOURISME ET HOTELERIE
- \*COMPTABILITE GESTION
- \*INFORMATIQUE
- \*GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT
- \*GESTION ADMINISTRATIVE DES COLLECTIVITES

### PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

- DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'DTS'
- BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'BTS'
- BREVET DETUDE PROFESSIONNEL 'BEP'
- LICENCE PRO (à l'étranger)
- BACHELOR (à l'étranger)
- MASTER (à l'étranger)

**BOURSE D'ETUDE OFFERTE DANS UNE DE NOS ECOLES PARTENAIRE A LETRANGER**

### CYCLE DE FORMATION

3 MOIS

6 MOIS

12 MOIS

**Contact:**  
+ 224 660 03 21 62  
654 31 77 07  
623 16 66 57  
E-mail: gigaformation@gmail.com  
BP: 1067 Conakry- C/Ratoma  
Rond point Hamdallaye CBG  
Guinée-West Africa

## Penser grand, Commencer petit, Devenir Grand



## Magassouba et le menu fretin du Forum minier de décembre

Sauf changement de dernière minute, le Forum minier guinéen se tiendra du samedi 3 au mardi 6 décembre prochain à Conakry.

Le gouvernement entend mettre l'événement à profit pour ramener seniors et juniors ayant mis en berne leurs activités depuis l'affaire **Bsgr-Vale** et tenter de corriger ses maladroites ayant bouté hors du pays l'essentiel des membres du club restreint des décideurs et investisseurs du secteur minier. La Chine, l'Angleterre et le Canada sont les trois pays figurant parmi les grands attendus.

Toutefois, au ministère des Mines et de la géologie, les «consultations» devant préparer ce rendez-vous dit de la relance ne convainquent pas les opérateurs



**Abdoulaye Magassouba, ministre des Mines et de la géologie.**

habitues au «terrain-Guinée» et leurs partenaires techniques et financiers devant donner le feu vert à Pékin, Londres et Toronto. Tout se passe comme si le ministre **Abdoulaye Magassouba** et sa meute de conseillers experts en tout sont eux aussi incapables de déchiffrer les signes précurseurs de ce déni et faire éviter au forum de plonger cette autre occasion de relance des activités minières dans la gouille des regrets entretenue depuis 2010 au nom de la prophétresse politique de changement épousée par le régime du Rpg Arc-en-ciel. ■

## Du pépé\* soupe chaud dans le Yaourt glacé de Diawara.

On ne pouvait pas parier qu'une seule sortie médiatique aurait suffi à l'honorable **Pépé Toupou** (sur la photo) pour pimenter le succulent Yaourt que savourait de toute son aise l'«ami» **Mamady Diawara** leader et député du Parti du travail et de la solidarité (PTS) dans le bastion politique siguirinai du Rpg Arc-en-ciel. Leçons: comme les tortues, seuls les politiciens savent quand et comment se faire gâcher la fête. ■

\* Pèpè: piment en créole anglais de Sierra Leone. (En pays francophones, nom par lequel les enfants désignent parfois leur grand-père).



## Dr Faya, Kouyaté, Dr Diallo et Cie dirigent la bande de contestataires

Soutenus par des partis peu connus de l'arène politique tels que l'Ugdd, le Pusg, le Pad et l'Adc, ainsi que deux Ong de la société civile dénommées Cojedev et Cpdh, Dr Faya Millimouno du BI, Dr Ibrahima Sory Diallo du Boc et Lansana Kouyaté du Pedn ont créé le **Front national pour la défense des droits du citoyen**. Objectif: désavouer l'accord politique interguinéen en sa partie concernant la désignation des chefs des quartiers et districts en fonction des résultats des élections locales à venir. ■



## Le président Claude Kory Kondiano commence à en avoir assez

Le président de l'Assemblée nationale commence à montrer que son institution doit être respecté par l'Exécutif. C'est du moins ce que l'on peut déduire de son attitude face à la triste réalité que font vivre les membres du gouvernement aux législateurs dont il est le premier responsable sous l'ère Alpha Condé.

Cette réalité est que depuis trois ans maintenant le bilan détaillé de l'exécution des budgets n'a jamais été présenté. Voici ce qu'il en dit: «En plus des budgets exécutés au cours de la transition, l'Assemblée nationale attend toujours les projets de Lois de Règlement pour les exercices 2013, 2014 et 2015. Des réunions de concertation entre la commission Finances et la Cour des Comptes ont recommandé la mise en œuvre des modalités pratiques pour corriger cette malheureuse situation. Il a été expressément demandé au ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction du Trésor, d'accélérer le bouclage des comptes de gestion afin que la Cour des Comptes puisse les certifier en toute connaissance de cause pour permettre au

Parlement d'en délibérer de plein droit». Bien dit. Quid du délai d'examen de la Loi de finances rectificative (LFR) 2016 ! Comme toujours, Kondiano et les honorables membres du Parlement sont

opportuns de souligner cela. Toutefois, s'il ne l'a pas exprimé dans des termes que se doit un président du Législatif (à l'image de son aîné **Elhadj Boubacar Biro Diallo**), il a au moins eu le courage de montrer

quitus à la Loi de Finances rectificative avant la date d'ouverture de la session budgétaire. Sur ce ton, il a dit haut et fort que l'Exécutif n'a pas respecté le délai d'examen qui lui a été imposé par les dispositions de



**Il est loin d'avoir l'entrain de son aîné et prédécesseur Elhadj Boubacar Biro Diallo, mais le président Claude Kory Kondiano commence à faire valoir l'autorité du législatif dont il est le chef.**

mis «dans une situation de fait accompli». Pour la première fois depuis son avènement au perchoir de l'Assemblée guinéenne, le président Kondiano a cru

du doigt le tort fait à son institution par le gouvernement. Le président Kondiano laisse comprendre, par exemple, que dans les règles de l'art, les députés devraient donner leur

la Loi organique sur les Finances publiques, et ce, malgré les injonctions répétées de son institution. ■

## Makalé Camara devient présidente du Réseau ouest-africain des jeunes femmes Leaders

Le 7 octobre 2016 est une date majeure pour cette journaliste vedette de la télévision nationale guinéenne, et membre de l'Alliance femmes et médias (AFEM). Ce jour-là **Mlle Makalé Camara** a été portée par ses camarades à la présidence du Réseau ouest-africain des jeunes filles et jeunes femmes leaders. Le défi à réaliser est immense. Pour réussir, la Guinée compte sur son leadership dans le secteur des médias guinéens où elle est l'une des plus brillantes de sa génération. ■



**Mlle Makalé Camara dirige en Guinée le Réseau ouest-africain des jeunes femmes leaders.**

## SÉCURITÉ MARITIME EN AFRIQUE Le Jaséma gagne le pari de l'adoption d'une Charte africaine



**L'objectif du sommet extra-ordinaire de l'UA était la signature du projet de Charte sur la sécurité maritime.**

Deux mois après la création de leur réseau dans la capitale togolaise le 12 août 2016, les Journalistes pour la sécurité maritime en Afrique (JASEMA) peuvent se réjouir d'avoir gagné le pari de faire adopter la Charte régissant dorénavant la vie des mers en Afrique.

Ce 15 octobre à Lomé, la session extraordinaire de l'Union africaine (UA) consacrée à la sécurité maritime a effectivement débouché sur l'adoption de cette charte panafricaine qui sera complétée par des annexes et protocoles additionnels.

43 pays étaient représentés à ce sommet de haut niveau, dont 18 par leur chef d'Etat, sur les 54 pays que compte l'UA. Un chiffre important pour un sommet extraordinaire de l'UA, démontrant l'enjeu crucial de la «sécurité et la sûreté maritimes, et le développement en Afrique».

Le guinéen **Ibrahima Koné** est le premier vice-président de cet important réseau de spécialistes des questions de sécurité et de protection des eaux en Afrique. ■

Par Abdoul Malick Diallo

## UNION AFRICAINE Ils ont préféré Issoufou à Alpha à la présidence

Alpha Condé était rassuré d'être élu, mais il devra attendre. Le président guinéen a été lâché à la dernière minute par ses pairs africains qui ont jeté leur dévolu sur le candidat nigérian **Mahamadou Issoufou** à la présidence de l'Union africaine pour l'année 2017. ■

## ARMÉE : Un hélico Puma remplace l'Ulm-Tetras

Après le crash du 5 octobre 2016 ayant coûté la vie au pilote guinéen **lieutenant Laye Mara** et au conseiller français et instructeur pilote, **lieutenant-colonel Patrick Valot**, l'Ambassade de France en Guinée a annoncé ce 4 octobre que dans le cadre de la coopération militaire bilatérale avec la Guinée, l'Etat-major des armées françaises a cédé le 28 septembre 2016 un hélicoptère SA330 Puma aux forces armées guinéennes, par l'intermédiaire de l'attaché de défense guinéen en France, **l'intendant général Aboubacar Biro Condé** sur le site du 9ème bataillon de soutien aéromobile de Montauban en France.

Un geste qui entre dans le cadre du soutien au renforcement de la capacité de la Guinée à participer à des opérations de maintien de la paix, comme les formations et les exercices d'entraînement régulièrement organisés par les Eléments français au Sénégal (EFS) ou les navires de la mission Corymbe. L'hélicoptère Puma doit subir une visite technique chez un industriel européen avant de rejoindre la Guinée.

Dès que les opérations de maintenance financées par l'Etat guinéen auront été réalisées, le ministère français de la défense apportera son appui pour la livraison de l'hélicoptère par voie maritime, précise le communiqué publié à cet effet. ■



## Le ministre Yéro Baldé assume: Pas d'orientation d'étudiants en Médecine cette année !

Il y a 36781 bacheliers de 2016 devant être orientés dans les institutions d'enseignement supérieur et dans des écoles professionnelles de type B. A eux, s'ajoutent les non-orientés de 2014 et de 2015. Ils ont la latitude de cocher entre 5 et 15 choix au maximum, sauf la Médecine. Puisque les autorités en charge de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont décidé de ne pas orienter dans cette option – pourtant très sollicitée des étudiants – cette année.

Elles justifient le bien-fondé de cette nouvelle mesure par ce qui suit : « La Médecine, cette année, ne recrute pas, ni au public, ni au privé. Parce que nous avons de sérieuses difficultés dans nos facultés de Médecine. Il faut être sincère et honnête avec soi-même pour le reconnaître », a planté le secrétaire



Le ministère dirigé par Abdoulaye Yéro Baldé veut se rendre suffisamment responsable.

général du département en guise d'intro lundi 10 octobre 2016.

« Si vous prenez la 5e année Médecine actuellement à Gamal, il y a plus de 400 étudiants. Un pays comme la Guinée former 400 étudiants, vous êtes d'accord avec moi, ces 400 là vont arriver en 6e année, ils n'auront pas vu un malade. Le professeur de Maths, s'il se trompe dans la démonstration d'un théorème, il efface les enfants déchirent la feuille et puis, on rebelote. Mais le médecin, s'il se trompe, c'est une âme qui s'en va, qui est très chère et qui est irremplaçable », a évalué Dr Binko Mamady Touré.

A en croire l'ancien président du collège des recteurs de Guinée, tous les redoublants de Médecine de l'année dernière seront réorientés ou en Biologie ou en Chimie. « Il n'y aura pas

de reprise en première année. Parce qu'un médecin, ce n'est pas n'importe qui. Et on ne le forme pas n'importe où et n'importe comment. Sinon, on aurait ouvert des facultés de Médecine un peu partout. Il y a assez de préalables pour ouvrir une école de Médecine », a-t-il conclu.

Le ministère dirigé par **Abdoulaye Yéro Baldé** veut se rendre suffisamment responsable pour prendre son destin en main et poser les grands jalons. Au nombre de ceux-ci, figure en bonne place la fermeture cette année de l'école de Médecine sur l'ensemble du territoire national. Et unanimement, le public et le privé sont d'accord sur le principe et chacun évalue la portée de la mesure à sa juste valeur.

Par Mady Bangoura



Chaude poignée de main entre le Premier ministre et le chef de la délégation de l'Union européenne en Guinée lors de la cérémonie de remise du document.



Le ministre André Loua.

## Le ministre André Loua remporte un grand succès à la Pêche

Le Conseil de l'Union européenne, réuni à Luxembourg le lundi 10 octobre 2016, a adopté la proposition de retrait de la Guinée de la liste formulée par la Commission européenne le 13 juillet 2016. Le retrait de la République de Guinée de la liste des pays tiers non-coopérants en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Pêche INN) est donc effectif.

Sur les 13 conditions imposées par l'Union européenne, le pays en a satisfait 12, notamment à travers le renforcement de la capacité de surveillance des eaux, le renforcement de l'application du taux des pêches, le renforcement de la coopération sous-régionale.

Aussi, il a mis en œuvre ses obligations découlant du droit international et arrêté un cadre juridique adéquat pour lutter contre la pêche INN.

La mise en place d'un système de sanctions dissuasif et l'établissement d'un régime de suivi, de contrôle et d'inspection en élaborant un plan national d'inspection, en introduisant un régime de surveillance aérienne et en équipant son centre de surveillance des pêches (CSP) d'un système de surveillance des navires (VMS), en font également partie.

La seule exigence qui reste est celle liée au système d'identification automatique, qui est en cours de réalisation.

Cette décision de l'Union européenne a d'énormes avantages pour la Guinée. En ce sens qu'elle lui permet désormais d'exporter ses ressources halieutiques et autres produits de mer vers d'autres pays. Ce qui va engranger d'importants revenus.

Suivant le Règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil de l'Union européenne du 29 septembre 2008, un système communautaire a été établi pour prévenir, décourager et éradiquer la pêche INN.

Le 24 mars 2014, le Conseil, par décision d'exécution, avait adopté la liste des pays tiers non coopérants dans la lutte contre la pêche INN, qui incluait la Guinée. Par la même procédure, le Conseil a retiré la Guinée de cette liste, le 10 octobre 2016. ■

## La Guinée se dote d'une politique commune de GRH pour le secteur de sécurité

Les ministères de la Sécurité et de la Protection Civile, de la Justice, de la Garde des Sceaux, du Budget - à travers la direction générale des Douanes - et celui de l'Environnement, des eaux et des forêts disposent désormais d'une Politique commune de gestion des ressources humaines (GRH).

La remise officielle dudit document a eu lieu ce mercredi 12 octobre à Conakry. C'était en présence des ministres des départements concernés, du ministre conseiller à la présidence chargé de la Réforme du secteur de la sécurité et de l'ambassadeur de l'Union européenne, sous la présidence du Premier ministre, chef du gouvernement, **Mamady Youla**. Mise en œuvre à travers le Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité (PARSS) financé par l'Union européenne, la Politique commune de

gestion de ressources humaines se veut de répondre à un des objectifs de la Réforme du Secteur de Sécurité voulue par le président de la République.

« Son opérationnalisation dans les quatre ministères sectoriels concernés tout au long de l'année 2017 pourra bénéficier de l'appui de plusieurs projets européens (le PARJU pour la Justice, le PARFIP pour les Douanes, le PARSS pour l'Environnement et la Sécurité) », indique-t-on dans un communiqué de presse conçu à cet effet.

Elle s'effectuera au travers d'outils pratiques recouvrant les quatre grands domaines de gestion de ressources humaines, notamment l'administration du personnel, les relations sociales, la gestion et le développement des ressources humaines, l'organisation du travail et la vie au travail. Adoptée par tous les ministères du Secteur de

Sécurité, la politique vise à professionnaliser la gestion des ressources humaines dans le Secteur de Sécurité en Guinée en impliquant chaque département concerné dans la gestion de ses propres ressources humaines.

Aussi, elle consiste à définir un partage des tâches à partir d'une plateforme unique d'informations qui est une base de données contenant l'ensemble des fonctionnaires guinéens, avec l'implication des ministères sectoriels en charge de la sécurité dans la gestion des recrutements et des carrières de leurs personnels respectifs.

Ceci, sous la supervision du ministère de la Fonction publique, de réforme de l'Etat et de la modernisation de l'Administration.

Par Mady Bangoura



## Guinée Fashion fest du 10 au 13 novembre à Conakry

# Binette Diallo plante le décor

Binta Diallo, **Binette** pour les intimes, est un mannequin de la diaspora guinéenne des Etats Unis. Elle s'était fixé l'objectif d'organiser un **fashion fest** qu'elle va réaliser bientôt dans sa Guinée natale. *Le Populaire* est allé à sa rencontre.

**Le Populaire:** Vous projetez un événement de taille en Guinée dénommé **Guinée Fashion fest**. Peut-on en savoir plus?

Oui bien sûr ! Depuis que j'ai commencé à travailler dans le domaine de la mode, j'ai toujours voulu repartir dans mon pays pour partager l'expérience que j'ai pu acquérir à travers le monde avec le peuple guinéen. Finalement, j'ai eu l'opportunité de le faire, car depuis 2012, j'ai mis en place une agence de modeling en Guinée. Le lancement a été malheureusement repoussé à cause de la crise sanitaire d'Ebola. Ma prochaine descente à Conakry en novembre sera non seulement pour *Guinée Fashion Fest*, mais aussi le lancement de mon agence de modeling et l'implantation d'une association à caractère humanitaire afin d'aider la communauté avec nos humbles efforts. *Guinée Fashion Fest* sera aussi un moyen de promouvoir la Guinée sur plusieurs plans. Ces événements aideront à faire la promotion du tourisme en Guinée, de la culture, des stylistes et mannequins qui sont encore parmi les talents cachés dont la Guinée regorge. On aura des medias internationaux qui feront le déplacement, car ce sera une ouverture positive pour tout le monde. On pourra peut être découvrir la future perle rare black dans le mannequinat, sait-on jamais. (Rires...). C'est très important de revendiquer sa culture et surtout la promouvoir de toutes les manières possibles.



**Comment cette initiative vous êtes venue et quel objectif visez-vous ?**

Mes initiatives sont venues des différents fashion week auxquels je participe à travers le monde. C'est à partir de ces expériences que je me suis dite pourquoi ne pas faire cela dans ma Guinée natale, ça permettra aux amoureux du stylisme et modélisme d'avoir un fashion show d'une certaine envergure à Conakry. Il y aura des opportunités pour les stylistes et mannequins locaux, non seulement mais aussi pour les médias qui auront une plateforme pour mieux se faire connaître au niveau local et international.

**Quelles sont vos relations avec les stylistes et mannequins guinéens, et comment comptez-vous leur faire participer à cet événement ?**

Lors de mon dernier passage en Guinée, j'avais eu l'occasion de rencontrer pas mal de mannequins et stylistes. On avait débattu sur les objectifs de l'événement. Donc, nous avons de très bonnes relations et nous sommes en contact permanent.

**Qu'est-ce que les guinéens de l'intérieur doivent s'attendre de cet événement ?**

En effet, ils doivent se dire qu'à travers cet événement, qu'ils ont du talent. Et notre tâche à nous est de leur faire découvrir au monde. Mon agence peut aider les jeunes talents à se faire connaître sur le plan international. A leur intention, je dis que les jeunes de Guinée doivent croire en leur capacité créative. Parfois, il suffit d'un petit coup de pouce pour changer positivement la donne. Je souhaite avec ma modeste expérience, apporter ce petit plus à la jeunesse de mon pays. Avec vous tous, nous devons tous travailler à aider cette jeunesse, à libérer son esprit d'entreprendre et de réussir le pari d'une jeunesse qui gagne en Guinée.

Réalisée par  
**Ahmed Tidiane Diallo**

## Profession mannequin

**B**inta Diallo vient de l'Afrique de l'ouest. C'est une jeune fille originaire du nord-ouest de la Guinée, à Gaoual.

Elle est née le 5 juillet 1988 à N'Diouriah, un district de la sous-préfecture de Koumbia à Gaoual, d'une famille nombreuse de 13 frères et sœurs.

De feu Elhadj Thierno Aliou, député sous la première République, commerçant connu du nom d'Elhadj Kapo et de Hadja Adama Kann.

Elle débute ses études primaires de 1993 à 2000 à l'école primaire de N'Diouriah.

Ses études secondaires de 2000 à 2003 au collège Néné Foudia Camara, dans la commune de Ratoma.

La jeune Binta s'envole pour poursuivre ses études à Chicago en 2004, puis elle



démarre ses cours à l'école secondaire Thornwood pendant quatre ans et elle obtient son diplôme de High School pour aller au collège. Depuis l'âge de 8 ans, Mlle Binta Diallo rêvait déjà de devenir modèle, et à 10 ans, elle apprenait à marcher avec des talons. Elle a finalement commencé le modeling (modélisme) depuis 2005 dans un lycée à Chicago. C'est pendant ces moments qu'elle commence sa

carrière professionnelle avant d'être repérée par les designers.

Elle multiplie les défilés sur le continent américain, notamment au Mexique, au Canada en passant par New York et Chicago. Puis à Paris et à Dakar.

Par Ahmed Tidiane Diallo



## PROGRAMME

**MERCREDI 9 NOVEMBRE**  
Arrivées des invités.

**JEUDI 10 NOVEMBRE**  
14h30 Conférence de presses au Palm Camayenne  
21h White party

**VENDREDI 11 NOVEMBRE**  
17h Cérémonie d'ouverture  
18h Défilé jeunes créatures  
21h Soirée VIP au MLS.

**SAMEDI 12 NOVEMBRE**  
19h Mise en place au Palm Camayenne  
19h45 Mot de bienvenue  
20h Diner gala  
20h45 Défilé final  
00h Cocktail/soirée au Boulevard select.

**DIMANCHE 13 NOVEMBRE**  
10h Expo et vente des créatures au Belvédère.



# voxafrica



## VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINNE PAR EXCELLENCE

SFR  
555

free  
475

Bbox  
661

LES BOUGUETS  
CANAL+  
33

numéricable  
288

DARTY/BOX  
650

zuku  
824

sky  
218

DSTV  
191

GOLV  
16

voxafrica

@VOXAFRICA /VOXAFRICA

www.voxafrica.com



# Accord politique inter-guinéen du 12 octobre 2016

## Préambule

1 - Conformément à l'article 58 de la Constitution fixant les prérogatives du Premier Ministre comme responsable de la promotion du dialogue social et garant de l'application des accords avec les Partenaires Sociaux et les Partis politiques, Monsieur Mamady Youla, Premier Ministre, Chef du Gouvernement a pris l'initiative de relancer le dialogue politique.

2 - Par la suite, le 1er Septembre 2016, a eu lieu au Palais Sekhoutourey, la rencontre historique entre son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat et le Chef de file de l'Opposition. Rencontre historique, en ce sens qu'elle a scellé les bases d'un apaisement dans le pays.

3 - Le 22 Septembre 2016, sous la Présidence de Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, se sont ouverts dans la Salle des Actes du Palais du Peuple les travaux du Dialogue Politique Inter-guinéen.

4. Au regard de ce climat d'apaisement de détente et en raison de la responsabilité particulière qu'elles ont dans la conduite du processus de décrispation, les Parties au dialogue ont reconnu l'importance de se mettre ensemble pour pacifier l'espace politique et social, consolider la paix et la stabilité, renforcer les acquis démocratiques et parvenir à une normalisation politique et institutionnelle, en rétablissant la confiance mutuelle et une relance du dialogue permanent.

5. Après avoir réaffirmé :

- leur attachement à la constitution ;
- leur volonté de créer les conditions d'élections inclusives, crédibles et apaisées ;
- leur volonté de mettre en commun leurs efforts et leurs énergies en vue d'un fonctionnement normal des Institutions de la République de Guinée et d'un retour à la normalité administrative du pays.

6. Après avoir convenu du Cadre et des points à inscrire à l'ordre du jour et porté leur choix sur le Général Bouréma CONDE, Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, en qualité de Président du Cadre du Dialogue Politique, les parties ont procédé à l'évaluation et à la détermination des modalités d'application point par point de l'accord du 20 Août 2015.

Ainsi, les parties conviennent de ce qui suit :

## I. Du fichier électoral

7. Les parties au Dialogue observent que l'état actuel du fichier électoral permet son utilisation sans trop d'incidences pour les prochaines élections locales.

8. Les parties au Dialogue s'accordent pour les élections nationales à venir, sur le recrutement par la CENI, sur la base d'un Appel d'Offres International, d'un Cabinet pour réaliser un Audit complet du Fichier Electoral, afin de formuler des recommandations permettant d'assainir davantage le Fichier et le rendre plus performant et consensuel.

9. Les conclusions de l'Audit devraient être disponibles au plus tard le 31 mai 2017.

10. Les résultats de l'Audit seront pris en compte par la CENI pour la correction du Fichier électoral.

11. Pour ce faire, un Comité Technique Paritaire sera mis en place pour l'élaboration d'un cahier de charges y afférent, au plus tard le 30 novembre

2016. Ce Comité sera associé aux opérations de recrutement du Cabinet chargé de l'Audit du Fichier Electoral, notamment au dépouillement de l'Appel d'Offres.

12. Ce Comité technique pourrait se faire assister d'une expertise étrangère en cas de besoin.

13. Le rapport final de l'Audit sera également adressé au Comité de Suivi de l'application de l'Accord politique.

## II. De l'organisation des élections communales

14. Les parties au Dialogue ont pris acte de la complexité et des difficultés liées à l'organisation des élections dans les 3763 quartiers et districts du pays.

15. Au regard de cette complexité, les parties au Dialogue recommandent que :

a. Le conseil de quartier/district soit composé au prorata des résultats obtenus dans les quartiers/districts par les listes de candidatures à l'élection communale ;

b. Le Président du conseil de chaque quartier/district soit désigné par l'entité dont la liste est arrivée en tête dans ledit quartier/district au scrutin communal.

16. A cet effet, les parties au Dialogue invitent l'Assemblée Nationale à procéder en conséquence à la révision du code électoral lors de la session budgétaire 2016.

17. Les parties au Dialogue conviennent de reporter la tenue des élections communales au courant du mois de février 2017 pour permettre l'appropriation par les acteurs des nouvelles dispositions et leur mise en œuvre dans la sérénité.

18. Les parties au Dialogue conviennent que les élections communales seront organisées sans révision du fichier électoral. La CENI, à cet effet, saisira la cour constitutionnelle.

## III – De la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

19. Les parties au Dialogue recommandent que la CENI poursuive les activités d'actualisation de la cartographie, ainsi que toutes les autres activités dont l'incidence sur le type d'élection est nulle.

20. Les parties au Dialogue recommandent la mise à disposition de la proposition de chronogramme afin de suivre ce qui précède.

21. Les parties au Dialogue invitent conformément à l'Accord du 20 août 2015, l'Assemblée Nationale à procéder à la révision de la Loi 016 portant composition, organisation et fonctionnement de la CENI.

22. Les parties conviennent que la révision de la loi doit permettre la mise en place d'une CENI plus technique pour une meilleure gestion du processus électoral.

23. La proposition de loi introduite par l'Opposition à l'Assemblée Nationale, pourra servir de base de discussion en vue de l'adoption d'une loi lors de la session des lois d'Avril 2017.

## IV. Des Délégations Spéciales

24. Malgré les difficultés rencontrées de part et d'autres par les acteurs, le processus de mise en place des Délégations Spéciales est achevé à ce jour.

V. Du respect du principe constitutionnel de la neutralité de l'administration Publique

25. En dépit de l'avancée significative constatée : Les parties réaffirment le principe sacro-saint du respect de la neutralité de l'administration publique.

26. Le Gouvernement en général et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation en particulier veillent au respect de ce principe. Le Code de bonne conduite des Administrateurs Territoriaux sera largement diffusé tant au niveau des populations que des partis politiques.

27. Les parties au Dialogue expriment leur attachement au principe de l'accès équitable des partis politiques et des candidats aux médias publics.

28. Les parties au Dialogue invitent les médias publics et privés à faire preuve de professionnalisme et d'éthique dans le traitement de l'information notamment en période électorale.

29. Le Gouvernement s'engage à assurer l'accès équitable des partis politiques et des candidats aux médias et places publics.

30. Les parties au Dialogue réaffirment la nécessité de veiller au respect des libertés et droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression, la liberté d'assemblée et de mouvement dans les conditions de sécurité et du respect des règles d'ordre public.

VI. De l'identification, de la poursuite des auteurs des violences durant les Manifestations organisées par l'Opposition pour les élections législatives de 2013

31. Les parties au Dialogue prennent note de l'engagement du Gouvernement sur les mesures suivantes :

- diligence des enquêtes judiciaires ;
- procédures ouvertes devant le tribunal de première instance de Dixinn ;
- constitution d'un pool de juges d'instruction sur les infractions liées aux manifestations ;
- constitution des parties civiles.

32. Les Parties au Dialogue conviennent que le Comité de suivi de cet Accord sera régulièrement informé de l'évolution des procédures engagées.

VII. De la Mise en place de la Haute Cour de Justice

33. Dans le cadre de la mise en place des institutions républicaines déjà amorcée, les parties au Dialogue recommandent la mise en place de la Haute Cour de Justice dans les meilleurs délais, en raison du rôle important que cette institution joue dans l'amélioration de la qualité de la gouvernance politique, économique et sociale.

VIII. De la libération des personnes arrêtées et emprisonnées

34. Afin d'apaiser le climat socio-politique, les parties sollicitent que des mesures d'indulgence soient prises pour libérer les personnes arrêtées et condamnées à l'occasion des manifestations politiques, conformément à l'esprit du Dialogue.

35. Cependant, ces mesures de libération ne concernent pas les personnes condamnées pour des crimes de sang.

36. De même, les parties sollicitent la diligence des procédures pour les personnes poursuivies à l'occasion desdits événements conformément à l'esprit du Dialogue.

IX. De l'indemnisation des victimes des violences des manifestations relatives aux élections législatives de 2013

37. En application de l'Accord du 20 Août 2015, relatif à l'engagement du Gouvernement d'indemniser les victimes des manifestations politiques de 2013 :

- les parties au Dialogue s'accordent sur la création de Fonds d'indemnisation des victimes des manifestations politiques de 2013, soit un Fonds pour les victimes décédées et handicapées et un autre pour les victimes de pillage ;

- les Fonds seront placés sous la tutelle du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et alimentés par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers à l'instar des "Basket Fund" ;

- en ce qui concerne les personnes décédées et handicapées, une structure de gestion sera mise en place sous la tutelle du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD). Outre le MATD, elle comprendra les représentants des Ministères de la Justice, Garde des Sceaux, de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté, de l'INDH, de l'OGDH, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, deux (02) représentants de la Société Civile désignés par les parties au dialogue, deux (02) représentants des victimes, deux (02) représentants du Cadre de Dialogue soit un (01) pour la Mouance et un (01) pour l'Opposition ;

- la structure de gestion définira son mode de fonctionnement pour le traitement des dossiers qui lui seront soumis par les ayant-droits ;

- en ce qui concerne les victimes qui ont perdu des biens, la structure de gestion comprendra outre le MATD, les représentants des Ministères de l'Economie et des Finances, du Commerce, de la Justice, Garde des Sceaux, de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté, des victimes, de la Mouance et de l'Opposition ;

- cette structure définira le mécanisme de son fonctionnement en vue des remboursements des ayant-droits ;

- à cet effet, les parties au Dialogue recommandent qu'une provision soit faite dans la loi de finances 2017 pour un règlement graduel des indemnisations.

## X. Des manifestations non déclarées

38. Les parties, tout en réaffirmant la nécessité de respecter les dispositions légales relatives aux manifestations, se félicitent que cette disposition ait été effectivement observée depuis la signature de l'Accord politique du 20 Août 2015.

## XI. De l'Organe/ Comité de Suivi

39. Le Comité de Suivi de la mise en œuvre du présent accord, présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire, est composé comme suit :

- trois (03) représentants de la Majorité présidentielle ;
- trois (03) représentants de l'Opposition ;
- un (01) représentant du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

40. Les représentants de la Société Civile (02) et de la Communauté Internationale (CEDEAO, Organisation Internationale de la Francophonie, Système des Nations-Unies, Union Européenne, Ambassades des Etats-Unis et de France) y participeront en qualité d'observateurs.

## XII. De la durée de l'Accord

41. Le présent accord entre en vigueur dès la signature par l'ensemble des parties prenantes. A l'exception du cadre permanent de concertation (Chapitre III aliéna 16), il prend fin après les élections législatives.

**Fait à Conakry, le 12 Octobre 2016**





## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

### Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

**lecourrier**  
**deConakry.com**



*L'information citoyenne*

[www.lecourrierdeconakry.com](http://www.lecourrierdeconakry.com)

**Courriel: [lecourrierdeconakry@gmail.com](mailto:lecourrierdeconakry@gmail.com)**



## MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études  
et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement  
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



**SIEGE SOCIAL :** Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance –Quartier Gironde  
Quartier Gironde - 70 Rue Libourne, Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau  
N° 013\_ 20000, Casablanca Mers Sultan-MAROC.

### CONTACTS A CASABLANCA:

Tel: +212 5 22 45 14 74\_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212  
6 70 68 61 70/E-mail: [contact@majafrique.com](mailto:contact@majafrique.com)\_ Site Web: [www.majafrique.com](http://www.majafrique.com)

### CONTACTS A CONAKRY:

GSM: (+224) 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email: [scama84@yahoo.fr](mailto:scama84@yahoo.fr)

**DIRECTEUR DELEGUE  
GUINEE- CONAKRY**



Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people  
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

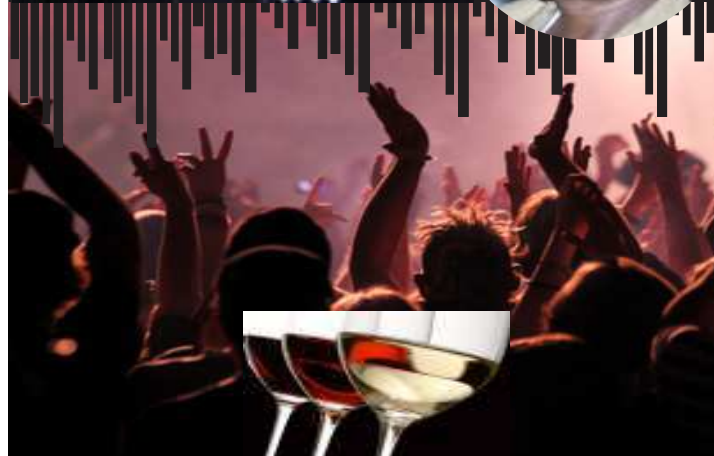
[www.conakrylemag.com](http://www.conakrylemag.com)

[contact@conakrylemag.com](mailto:contact@conakrylemag.com)



**ONAKRYLEMAG.com**  
ACTUALITÉS GUINÉE

## BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour  
les grandes retrouvailles

## Chez Tonton Dacky



Rendez-vous à

# Kissita

**GBESSIA CITÉ DE L'AIR  
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU**

## TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places  
Terrasse couverte pour votre confort  
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



## le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



cliquez pour entrer dans le réseau  
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)





# Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre  
11H30



12H00

BANNA **BELEBELE**  
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-  
HERI-NATIONAL-JACKPOT  
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



**LOTO 5/90**